

Compétences analytiques d'un BPB fonctionnel

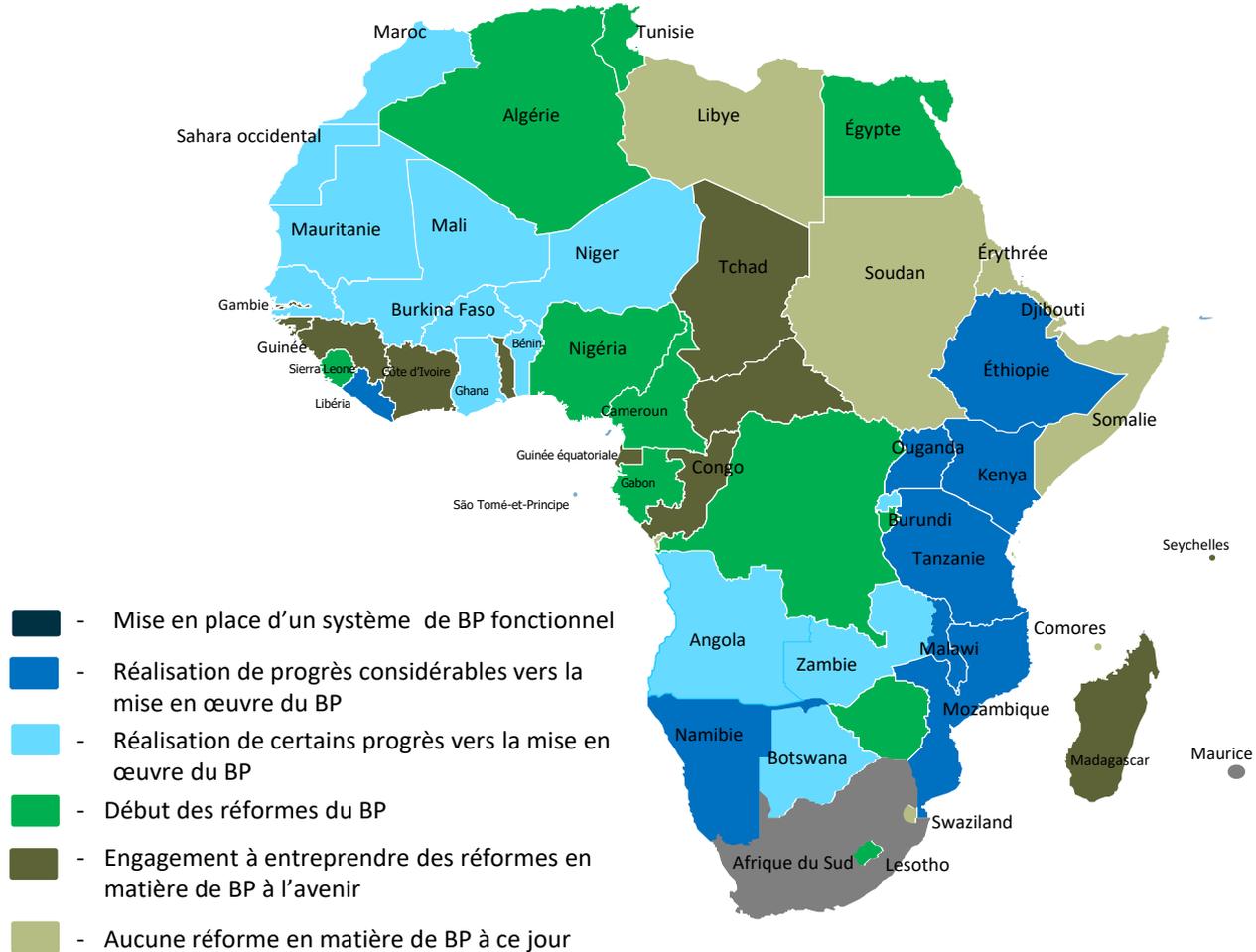
L'élaboration du budget-programme

Présentation du budget-programme

Une forme de budgétisation axée sur les performances dans laquelle les dépenses budgétaires sont prévues et gérées par programme. Les objectifs de chaque programme budgétaire sont clairement précisés et formellement approuvés par le gouvernement et le Parlement.

- Garantit l'obligation de rendre compte (redevabilité) – les gouvernements doivent assurer aux contribuables que les ressources publiques sont allouées, dépensées et gérées avec efficacité.
- Améliore l'affectation et la gestion des ressources
 - assure l'optimisation des ressources et veille à ce que les dépenses soient effectives.
 - un alignement étroit de la planification socio-économique sur les budgets annuels et l'intégration d'une culture de la performance.
- Renforce l'efficacité de la prestation des services publics.

L'empreinte du BP en Afrique



Trois types de systèmes de BP

Type	Liens entre les informations sur les performances et les financements	Performance prévue ou réelle	Principaux objectifs du processus budgétaire
Budgétisation présentationnelle	Aucun lien	Objectifs-cibles de performance et/ou résultats de performance	Obligation de rendre compte (Redevabilité)
Budgétisation éclairée par les performances	Lien lâche/indirect	Objectifs-cibles de performance et/ou résultats de performance	Planification et/ou redevabilité
Budgétisation axée directement sur les performances ou obéissant à une formule	Lien étroit/direct	Résultats de performance	Affectation des ressources et redevabilité

Le déploiement d'une réforme complexe en Afrique

Défis de mise en œuvre

- Défis liés au reporting (présentation de rapports budgétaires) et à l'évaluation.
- Adhésion limitée ou résistance de principales parties prenantes – les MDA, le Parlement.
- Défis techniques – la détermination des coûts (chiffrage) des programmes, la définition d'objectifs de politique et d'indicateurs du développement précis et mesurables.
- Alignement des structures organisationnelles sur le cadre du BP.
- Au Ghana, une étude montre que « la réforme n'a pas réussi à surmonter des procédures et la culture persistante de non performance et d'absence de responsabilisation au sein de la fonction publique ».

Paysage de la mise en œuvre

- Adoption d'une nouvelle loi sur le système budgétaire.
- Appropriation du système de BP par le Parlement.
- Appropriation du système de BP par le gouvernement.
- Cadre macroéconomique et budgétaire exhaustif, accompagné d'objectifs-cibles à moyen terme et de projections fiables.
- Intégration des dépenses ordinaires et d'investissement dans le budget annuel...
- Amélioration des responsabilités de gestion du budget dans les ministères dépensiers.
- Établissement de plafonds des dépenses pertinents au début du processus de préparation du budget annuel et garantie de leur respect au cours de l'exécution du budget.
- Assurance du bon fonctionnement des contrôles de dépenses.
- Cadre de planification tant au niveau national qu'au niveau sectoriel.
- Audit fonctionnel de la conformité financière

Enseignements tirés du Burkina Faso

- Une forte initiative interne doit être évidente
 - La réforme du BP est aussi dirigée par le Parlement
 - Les contributions de la commission parlementaire chargée du budget doivent figurer dans les principaux documents de référence
- Existence d'un comité de la réforme du budget ou d'une unité spécialisée de la réforme
- Établissement d'un secrétariat technique globalement représentatif et techniquement compétent, qui soutient les ministères et institutions dans le cadre de :
 - la préparation du BP grâce à la formation, à des programmes de sensibilisation et à la décomposition des programmes en actions
 - la préparation des projets annuels de performance par programme
 - la préparation de budgets-programme expérimentaux

Implications pour la surveillance parlementaire

- Changement du niveau d'autorisation – le Parlement approuve le budget à un niveau plus agrégé.
- Changement des informations figurant dans le budget.
 - Accès à des informations exactes, en temps opportun sur le budget.
 - Informations détaillées sur les intrants, les extrants prévus et les résultats du budget.
- Changement du discours :
 - Que voulons-nous réaliser ?
 - Que ferons-nous pour le réaliser ?
 - Quel sera le coût de nos efforts ?

Le budget-programme du Kenya - 2018–2019

PARTIE D. Objectifs du programme

Programme	Objectif
0501000 Enseignement primaire	Améliorer l'accès à l'enseignement primaire, sa qualité, son équité et sa pertinence
0502000 Enseignement secondaire	Améliorer l'accès à l'enseignement secondaire, sa qualité, son équité et sa pertinence

PARTIE E. SYNTHÈSE DES EXTRANTS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME POUR 2018/19 – 2020/21

Programme : 0501000 Enseignement primaire

Résultat : Meilleur accès à l'éducation de base, et meilleure équité, qualité et pertinence de cette éducation.

Action : 0501010 Enseignement primaire gratuit

Unité de prestation	Résultat clé (RC)	Indicateurs clés de performance (ICP)	Cibles 2018/19	Cibles 2019/2020	Cibles 2020/21
1066001500 Direction de l'éducation de base	Les élèves sont inscrits dans les écoles primaires publiques Déboursement par élève pour l'enseignement primaire gratuit	Nombre d'élèves inscrits	9 150 000	9 150 000	9 150 000
		Nombre de rapports de suivi de l'enseignement primaire gratuit préparés	3	3	3
		Nombre d'élèves dans les écoles recevant un déboursement supplémentaire par tête pour l'enseignement primaire gratuit	9 150 000	9 150 000	9 150 000
1066100100 Infrastructures scolaires dans le comté de Nyamira nord/ circonscription de Borabu	Amélioration des infrastructures dans les écoles affectées par la violence à la suite des élections de 2008	Nombre d'établissements primaires et secondaires concernés	7	7	7

1066 Service de l'apprentissage préscolaire et de l'éducation de base

PARTIE A. Vision

Une éducation, une formation et une recherche de qualité et compétitives sur le plan mondial, au service du développement durable du Kenya.

PARTIE B. Mission

Fournir, promouvoir et coordonner une éducation, une formation et une recherche de qualité pour l'autonomisation des particuliers afin qu'ils deviennent des citoyens bienveillants, compétents et responsables qui apprécient l'éducation en tant que processus continu.

PARTIE C. Vue d'ensemble de la performance et contexte du financement du/des programme(s)

Le Service de l'apprentissage préscolaire et de l'éducation de base a pour mandat de réaliser ce qui suit : la gestion des politiques éducatives, la gestion d'une autre solution d'éducation de base et de formation, la gestion des normes éducatives, la gestion des examens nationaux et de l'homologation, le développement des programmes, l'assurance de qualité de l'éducation, la gestion de l'éducation répondant à des besoins particuliers, la gestion de l'éducation pour adultes, la formation et la gestion des enseignants, l'administration des écoles et les programmes des établissements de formation, la gestion des établissements d'enseignement primaire et secondaire et la représentation du Kenya auprès des organisations de l'ONU pour l'éducation, la science et la culture.

Récapitulatif des dépenses par programme

Programme	Niveau de référence (ou services votés)	Prévisions	Estimations prévisionnelles	
	2017/18	2018/19	2019/20	2020/21
	En KSh	En KSh	En KSh	En KSh
0501010 Enseignement primaire gratuit	-	18 110 013 974	17 031 416 651	17 364 635 885
0501020 Éducation répondant à des besoins particuliers	-	1 001 293 790	1 026 657 440	974 561 205
0501040 Éducation et développement de la petite enfance	-	24 548 547	28 078 900	28 245 004
0501050 Formation et perfectionnement des enseignants du primaire	-	657 384 101	727 443 730	809 610 706

Le budget-programme de la Gambie – 2019

Ministère du Commerce

1. Développement du Commerce
 - 1.1 Facilitation et promotion du commerce
 - 1.2 Soutien à la métrologie légale
 - 1.3 Concurrence et bien-être des consommateurs
 - 1.4 Développement industriel
 - 1.5 Promotion de l'intégration régionale
2. Gestion industrielle et des entreprises
 - 2.1 Développement industriel
 - 2.2 Investissement, entreprises et développement des exportations
 - 2.3 Développement national d'infrastructures de qualité
3. Création d'emplois et administration du travail
 - 3.1 Soutien à la création d'emplois
 - 3.2 Renforcement du régime de l'administration du travail
4. Stratégie, politique et gestion
 - 4.1 Administration générale
 - 4.2 Planification et transmission de statistiques

19	Ministère du Commerce, de l'industrie, de l'intégration régionale et de l'emploi	72 832 377	100 250 047	104 062 020
1910	Développement du commerce	18 490 414	23 072 600	24 479 568
1910003	Facilitation et promotion du commerce	1 121 843	2 650 000	2 184 000
221101	Dépenses de déplacement	883 674	400 000	500 000
221501	Conférences, ateliers et séminaires	0	780 000	200 000
221609	Annonces et publications	0	165 000	100 000
221701	Services de conseil	110 000	500 000	450 000
221902	Formation	128 169	375 000	150 000
222131	Dépenses des comités	0	330 000	584 000
222144	Études et enquêtes/sondages	0	100 000	100 000
232240	Matériel de bureau	0	0	100 000
1910004	Soutien à la métrologie légale	1 368 571	1 422 600	2 005 250
221101	Dépenses de déplacement	721 737	150 000	195 000
221301	Achat de carburant et de lubrifiants	300 000	400 000	600 000
221401	Entretien des bâtiments et des installations	100 000	300 000	195 000
221404	Entretien de l'équipement	15 300	50 000	110 250
221501	Conférences, ateliers et séminaires	51 800	122 600	210 000
221602	Papeterie	56 550	50 000	95 000
221603	Frais de bureau divers	73 200	50 000	100 000
221804	Uniformes et vêtements de protection	49 984	50 000	100 000
221902	Formation	0	250 000	400 000
1910005	Concurrence et bien-être des consommateurs	16 000 000	19 000 000	18 765 318
251101	Subven. aux soc/instit publiques non financières	11 500 000	9 632 749	9 961 117
251102	Subven. aux soc/instit publiq. non financières-EP	4 500 000	9 367 251	8 804 201
1910006	Développement industriel	0	0	525 000

Je vous remercie